

Unité départementale du Loiret
Adresse postale: DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux: 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SWISS KRONO

Route de Cerdon
45600 Sully-Sur-Loire

Références : 437/2025 - VAT20250411
Code AIOT : 0010004585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois. L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois. En 2024, des sècheurs basse température et une centrale biomasse ont été mis en service.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	15 jours
2	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 5.1.4	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 7.5.7	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	10 jours
5	Incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>

<p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un incendie s'est déclaré vers 10h30 le 9 septembre 2025 au niveau du sécheur basse température IMAL 1.</p> <p>L'inspection a été alertée immédiatement par le SDIS dont les premières équipes d'intervention étaient sur place vers 10h45. L'inspection a pris contact avec la responsable HSE de l'entreprise qui n'avait pas encore eu l'information. L'inspection des installations classées s'est rendue sur place à 12h25. L'exploitant n'a pas transmis le rapport d'accident.</p> <p>La fiche BARPI a été transmise le 22 septembre 2025.</p> <p>La transmission du rapport d'accident est attendue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2025, une fiche "accident" et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées, sous 15 jours. Ils comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les circonstances et la chronologie de l'événement ; - l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ; - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ; - la fiche « accident » qui doit être transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 48h à compter de la notification de l'arrêté du 10 septembre 2025. <p>Ils prennent en compte le retour d'expérience des équipes d'intervention internes et externes.</p> <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p> <p>En particulier, le rapport étudiera l'impact de l'installation dessécheurs basse température de marque IMAL mis en place en lieu et place de ceux initialement prévus de la marque STECAL et fournira document présentant les principales différences de caractéristiques techniques entre les sécheurs basse température de marque STECAL et ceux finalement mis en place de marque IMAL. A noter, la température de fonctionnement des sécheurs en place est de 130°C alors que celle des sécheurs initialement prévus était de 120°C.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Article 7.3.7 Les sècheurs basse température sont équipés de sprinklage intérieur et de dispositifs de contrôle des températures à l'intérieur des silos. [...]</p> <p>Article 7.6.4 L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau de sprinklage installé au niveau du sécheur basse température IMAL 1 s'est déclenché mais n'a pas été suffisant pour éteindre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communique à l'inspection des installations classées la note de calcul du dimensionnement de l'installation de sprinklage intérieur des sècheurs et le dernier rapport de contrôle de cette installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déchets traités à l'extérieur de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'incendie, l'inspection constate des déchets liés au sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans les filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) dans un délai d'un mois.</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur site et issus de l'incendie dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Elimination des substances dangereuses
Prescription contrôlée : L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.
Constats : Lors de la visite réactive, l'inspection constate que les eaux d'extinction d'incendie sont contenues dans le canal et le bassin d'orage du site et le cas échéant, dans l'ancien bassin. L'exploitant indique qu'une analyse est en cours au niveau de ces eaux contenues dans le bassin d'orage pour envisager une rejet vers le milieu naturel si les résultats sont conformes aux prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021. Ecart constaté: L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection les résultats analytiques pour statuer vers une élimination dans la filière appropriée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats de la caractérisation et des filières retenues seront communiquées à l'inspection des installations classées sous 10 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours

N° 5 : Incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Art. 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : Il précise [...], les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : L'analyse du retour d'expérience et les mesures prises à la suite des précédents incendie n'ont pas permis de prévenir ce nouvel incendie ni d'en assurer la maîtrise. Ecart constaté : Insuffisance de l'analyse des risques de l'installation à la suite des précédents incendies.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2025, l'exploitant doit

procéder à une analyse détaillée des risques au niveau des deux sécheurs incluant la propagation du risque incendie notamment entre les 2 sécheurs et en intégrant le retour d'expérience du sinistre survenu le 9 septembre 2025 et des précédents sinistres sur ces sécheurs. Cette analyse sera accompagnée d'un avis d'un organisme tiers compétent reconnu notamment en matière d'analyse des risques des procédés industriels sur la qualité de l'analyse réalisée et les améliorations de sécurité issue de cette analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 6 mois